

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 43.666/2
DU 5 NOVEMBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 8 octobre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant le Code des droits de succession", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Aucune des pièces jointes au dossier n'atteste de l'accomplissement de la procédure de concertation prévue par les articles 8 à 11 de l'accord de coopération du 7 décembre 2001 entre l'État fédéral et les Régions relatif à l'échange d'informations dans le cadre de l'exercice de leurs compétences fiscales et aux procédures de concertation concernant l'applicabilité technique des modifications aux impôts régionaux projetées par les Régions et l'applicabilité technique de l'instauration par les régions de réductions ou d'augmentations générales de l'impôt des personnes physiques dû.

Si ce n'est chose faite, il y a lieu de procéder à cette concertation et de donner connaissance au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale des éventuelles remarques du Ministre fédéral sur l'applicabilité technique des modifications projetées. Si, au terme de cette procédure de concertation, l'avant-projet était encore modifié pour y donner suite, ces modifications devraient être soumises à la section de législation.

2. La même observation vaut *mutatis mutandis* pour la consultation du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

Examen de l'avant-projet

Dispositif

Article 2

1. L'alinéa 1^{er} du texte en projet étend les cas où un enfant est assimilé à un descendant du défunt et l'alinéa 3 dispose que cette assimilation "vaut dans les deux sens".

L'alinéa 3 gagnerait à être rédigé à l'instar de l'alinéa 1^{er} sous la forme d'une assimilation.

2. À l'alinéa 2, il serait préférable d'écrire la fin de la phrase comme suit :

"constitue, sauf preuve contraire, une présomption de cohabitation avec le défunt".

Articles 3 et 4

Dans les deux articles, il serait plus adéquat de viser "la force majeure prouvée" (plutôt que "démontrée") et, à l'article 4, les mots "de façon concluante" sont superflus.

Article 3

En ce qui concerne les droits de succession d'habitants du Royaume et les droits de mutation par décès de non-habitants du Royaume visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4/, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, il convient de rappeler que la compétence des Régions pour en modifier le régime ne s'étend ni à la détermination de la matière imposable de ces impôts ni à la fixation des règles de procédure administrative les concernant.

.../...

À cet égard, au 2/ devenant le 3/, il peut être admis que l'alinéa en projet relève des compétences régionales puisque son objet consiste à déterminer les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier du tarif réduit qui s'applique à la transmission pour cause de mort de l'immeuble où le défunt a eu sa résidence principale depuis cinq ans au moins à la date de son décès ⁽¹⁾.

Toutefois, eu égard aux règles de compétences rappelées ci-avant, le commentaire de l'article examiné devrait éviter de présenter le contenu de cet alinéa exclusivement en fonction de ses effets en matière administrative : une présentation de cette nature tend en effet à laisser croire qu'il règle une question de procédure administrative relevant encore des compétences de l'autorité fédérale puisque cette dernière assure toujours le service de l'impôt visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4/, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 de financement des Communautés et des Régions. Or, même si l'alinéa en projet aura effectivement pour effet de simplifier les démarches administratives qui sont requises de la personne qui entendra en bénéficier, il s'analyse au premier chef comme une disposition précisant les éléments dont il est tenu compte pour décider qu'une personne remplit ou non les conditions pour bénéficier d'un taux particulier, ce qui entre bien dans les compétences régionales ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Par comparaison, voir C.C., 9 décembre 1998, n/ 128/98, B.8.4.

⁽²⁾ Sur ce que les Régions disposent de la plénitude des compétences en matière d'impôts régionaux prévus par la loi spéciale du 16 janvier 1989, à l'exception des compétences que la loi spéciale réserve explicitement à l'autorité fédérale, voir l'avis 38.697/VR/V, donné le 26 juillet 2005 par la section de législation du Conseil d'État sur un avant-projet devenu le décret du 15 décembre 2005 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction de la notion de "camionnette" dans le Titre II du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, compte tenu de la neutralité fiscale et en vue de prévenir la concurrence entre les Régions au niveau de l'immatriculation des véhicules (Doc., Parl. Rég. wall., 2005-2006, n/ 273/1, pp. 10-14, note de bas de page n/ 3).

Article 4

À la seule lecture de l'article 135, 8/, en projet, du Code des droits de succession, il n'apparaît pas clairement si les mots "expressément demandée" entendent se rapporter à la déclaration de succession visée à l'article 60*ter*, alinéa 3 ⁽³⁾, en projet, du Code ou s'ils entendent viser une demande expresse qui pourrait être introduite après le dépôt de la déclaration de succession.

Si l'on en croit le commentaire de l'article, c'est la seconde interprétation qu'il faut privilégier. Par contre, dans la note au Gouvernement, c'est plutôt la première interprétation qui paraît s'imposer ⁽⁴⁾.

Pour clarifier cette question, l'alinéa devrait être rédigé de manière plus explicite.

⁽³⁾ et non alinéa 2 comme dans le texte de l'avant-projet soumis au Conseil d'État.

⁽⁴⁾ Selon la note au Gouvernement, l'article 4 de l'avant-projet concernerait "les héritiers qui n'ont pu démontrer la force majeure relative au tarif réduit sur l'habitation familiale qu'après le paiement des droits de succession".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.666/2
VAN 5 NOVEMBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 oktober 2007 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van het Wetboek der Successierechten", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Uit geen enkel bij het dossier gevoegde stuk blijkt dat voldaan is aan het vereiste van de overlegprocedure bepaald bij de artikelen 8 tot 11 van het samenwerkingsakkoord van 7 december 2001 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitwisseling van informatie in het kader van de uitoefening van hun fiscale bevoegdheden en betreffende de overlegprocedures inzake technische uitvoerbaarheid van door de Gewesten voorgenomen wijzigingen aan de gewestelijke belastingen en inzake de technische uitvoerbaarheid van de invoering door de Gewesten van algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen van de verschuldigde personenbelasting.

Mocht zulks nog niet geschied zijn, dan moet dit overleg worden aangevat en moet het Brussels Hoofdstedelijk Parlement in kennis worden gesteld van de eventuele opmerkingen van de federale minister over de technische uitvoerbaarheid van voorgenomen wijzigingen. Indien na afloop van deze overlegprocedure het voorontwerp nog zou worden gewijzigd om op deze opmerkingen in te gaan, zouden deze wijzigingen aan de afdeling wetgeving moeten worden voorgelegd.

2. Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* wat betreft het inwinnen van het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onderzoek van het voorontwerp

Dispositief

Artikel 2

1. Het eerste lid van de ontworpen tekst breidt de gevallen uit waarin een kind gelijkgesteld wordt met een nakomeling van de erflater en het derde lid bepaalt dat deze gelijkstelling "geldt in beide richtingen".

Het zou beter zijn het derde lid naar het voorbeeld van het eerste lid als een gelijkstelling te redigeren.

2. In het tweede lid is het verkieslijk aan het slot van de zin het volgende te schrijven :

"geldt, behoudens bewijs van het tegendeel, als vermoeden van inwoning bij de erflater".

Artikelen 3 en 4

Het zou relevanter zijn in de twee artikelen "moet de overmacht worden bewezen" (veeleer dan "aangetoond") te schrijven, en in artikel 4 is het woord "afdoende" overbodig.

Artikel 3

Wat betreft het successierecht van rijksinwoners en het recht van overgang bij overlijden van niet-rijksinwoners waarvan sprake is in artikel 3, eerste lid, 4/, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, moet eraan worden herinnerd dat de bevoegdheid van de gewesten om de regeling ervan te wijzigen noch de bepaling van het belastingobject van deze belastingen omvat, noch de vaststelling van de regels van administratieve procedure die er betrekking op hebben.

In dit verband kan worden aanvaard dat, wat betreft onderdeel 2/ dat onderdeel 3/ wordt, het ontworpen lid onder de gewestbevoegdheden valt, aangezien het doel ervan erin bestaat de voorwaarden vast te stellen waaraan moet worden voldaan om het verminderde tarief te genieten dat van toepassing is bij overgang, wegens overlijden, van het gebouw waar de erflater sedert ten minste vijf jaar op de datum van zijn overlijden zijn hoofdverblijfplaats heeft gehad ⁽¹⁾.

Gelet op de bevoegdheidsregels waaraan hierboven herinnerd is, zou evenwel in de commentaar bij het onderzochte artikel ervoor gezorgd moeten worden dat de inhoud van dit lid niet uitsluitend met het oog op de gevolgen ervan op administratief gebied wordt voorgesteld: een dergelijke voorstelling kan immers doen geloven dat dit lid een kwestie van administratieve procedure regelt die nog behoort tot de bevoegdheden van de federale Staat aangezien deze nog altijd zorgt voor de dienst van de belasting bedoeld in artikel 3, eerste lid, 4/, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. Het is echter zo dat, zelfs indien het ontworpen lid daadwerkelijk een vereenvoudiging tot gevolg heeft van de administratieve stappen die moeten worden gedaan door de persoon die er aanspraak op wenst te maken, het in de eerste plaats begrepen moet worden als een bepaling die aangeeft met welke gegevens rekening wordt gehouden om te beslissen of een persoon al dan niet voldoet aan de voorwaarden om een bijzonder tarief te genieten, wat wel onder de gewestbevoegdheden valt ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Bij wijze van vergelijking zie Grondwettelijk Hof, 9 december 1998, nr. 128/98, B.8.4.

⁽²⁾ Over het feit dat de gewesten over de volheid van bevoegdheid beschikken inzake de gewestbelastingen bepaald bij de bijzondere wet van 16 januari 1989, met uitzondering van de bevoegdheden die volgens de bijzondere wet uitdrukkelijk aan de federale overheid toekomen, zie advies 38.497/VR/V, gegeven op 26 juli 2005, door de afdeling wetgeving van de Raad van State, over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 15 december 2005 houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van het begrip "lichte vrachtauto" in Titel II van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, met inachtneming van de fiscale neutraliteit en ter voorkoming van de concurrentie tussen de Gewesten op het vlak van de inschrijving van de voertuigen (Gedr. St., Parl. Rég. W., 2005-2006, nr. 273/1, blz. 10-14, voetnoot nr. 3).

Artikel 4

Op basis van de loutere lezing van het ontworpen artikel 135, 8/, van het Wetboek der Successierechten is het niet duidelijk of de woorden "uitdrukkelijk gevraagd" bedoeld zijn om betrekking te hebben op de aangifte van nalatenschap bedoeld in het ontworpen artikel 60^{ter}, derde lid ⁽³⁾, van het Wetboek, dan wel of ze een uitdrukkelijke aanvraag op het oog hebben die na de aangifte van nalatenschap zou kunnen worden ingediend.

Afgaande op de commentaar bij het artikel moet aan de tweede interpretatie de voorkeur worden gegeven. In de nota aan de Regering, daarentegen, lijkt veeleer de eerste interpretatie de bovenhand te krijgen ⁽⁴⁾.

Om deze kwestie op te helderen zou het lid duidelijker moeten worden geredigeerd.

⁽³⁾ en niet het tweede lid, zoals staat in de tekst van het aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp.

⁽⁴⁾ Volgens de nota aan de Regering zou artikel 4 van het voorontwerp betrekking hebben op "de erfgenamen die de overmacht mbt het voordeeltarief voor de gezinswoning pas hebben kunnen aantonen na de betaling van de successierechten".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS